

IPCAN

BIOGRAPHIES

SARAH GREEN

Directrice Régionale Sud-est de l'Angleterre, Bureau Indépendant de déontologie de la police (IOPC), Royaume-Uni.

Sarah Green était la Vice-Présidente de l'Independent Police Complaints Commission (IPCC) avant de devenir Directrice régionale pour l'Independent Office for Police Conduct (IOPC, nouvelle structure de déontologie de la sécurité, qui est venue remplacer l'IPCC).

Comme tout commissaire opérationnel, Madame Green assurait une supervision indépendante, était responsable des enquêtes ainsi que des dossiers et travaillait à améliorer la confiance du public dans le système de plaintes.

Avant de rejoindre l'IPCC, Sarah Green était cheffe du service juridique à l'Agence du Développement de l'Est de l'Angleterre (East of England Development Agency). Avant cela, elle était avocate pour la région Est au Conseil d'Aide Juridique (Legal Aid Board) et a exercé plusieurs rôles de haute direction au niveau national au sein de la Commission des Services Juridiques (Legal Services Commission).

Avant de passer au secteur public, Madame Green a travaillé en tant qu'avocate pour un grand cabinet représentant les clients des organisations syndicales, et dirigeait notamment dans ce cadre l'équipe nationale responsable des poursuites pénales privées, qui représentait les employés du secteur public victimes d'agressions sur leur lieu de travail.

YIANNIS BOUTSELIS

[Enquêteur Principal et Coordinateur Adjoint, Ombudsman Grec](#)

Yiannis Boutselis est l'enquêteur principal de l'Ombudsman Grec au département des droits de l'Homme et le coordinateur adjoint de l'équipe de suivi des retours forcés de l'Ombudsman.

Il est également membre du groupe d'auditeurs et de formateurs de l'UE.

Monsieur Boutselis a traité plusieurs plaintes concernant des violations des droits des demandeurs d'asiles et des migrants, et a surveillé les opérations de retours forcés organisées par la Grèce et d'autres pays de l'UE. Par ailleurs, il participe régulièrement en tant que formateur à des sessions destinées aux contrôleurs, aux accompagnateurs et aux responsables des accompagnateurs, organisées par Frontex ou la police grecque.

Dans le passé, il a travaillé en tant que journaliste au Royaume-Uni et en Grèce, et a été conseiller juridique à la Commission Européenne, à Bruxelles.

MAJA KEVIĆ

[Adjointe, Bureau de l'Ombudsman, Croatie](#)

Née le 12 Février 1976, Maja Kević est diplômée en 2000 de la Faculté de Droit de l'Université de Zagreb. En 2008, elle est diplômée de l'Académie du Développement Politique.

Elle est élue Ombudswoman au Parlement croate et entre en fonction en Avril 2017.

La protection et la promotion des droits de l'Homme sont au centre de ses intérêts professionnels depuis 2005. Elle était maître de conférences à l'Académie Diplomatique et à l'Académie Juridique, et enseignait le cadre juridique européen et croate en matière de lutte contre le trafic d'êtres humains. En tant que directrice de plusieurs groupes de travail, Madame Kević a également participé à la préparation de documents législatifs et stratégiques dans le domaine des droits de l'Homme. Par ailleurs, elle a été coordinatrice de plusieurs projets de l'UE, Secrétaire du Comité National de la suppression du trafic d'êtres humains et est intervenue lors de plusieurs cours et présentations à des conférences nationales et internationales, des séminaires et des réunions d'experts.

ADRIANO SILVESTRI

[Chef du département Asile, Migration et Frontières, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne \(FRA\)](#)

Au sein de l'Agence des Droits Fondamentaux (FRA) de l'UE, les domaines d'expertise d'Adriano Silvestri sont les droits de l'Homme, les droits des réfugiés et les acquis de l'UE en matière d'asile, de frontières et d'immigration.

Avant de rejoindre la FRA, il était au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), où il a travaillé sur le terrain pendant plusieurs années (Arménie, Fédération de Russie et Autriche), avant de rejoindre le siège. Il a travaillé sur des sujets divers et variés, légaux comme opérationnels, relatifs à l'asile, la protection des personnes déplacées

sur un même territoire national et les apatrides. Monsieur Silvestri a participé au développement des outils et aux lignes de conduite de l'UNHCR, par exemple sur l'intérêt supérieur de l'enfant ou l'évaluation des lacunes dans la protection des personnes déplacées sur un même territoire national. Il a également travaillé pour le Fond Mondial pour la Nature (WWF) dans la région de l'Altai-Sayan.

Adriano Silvestri a étudié le droit en Italie et le droit international à Genève.

ANDRÉ FERRAGNE

[Secrétaire général, Contrôleur général des lieux de privation de liberté, France](#)

André Ferragne est le Secrétaire général du Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté (CGLPL). Le CGLPL, autorité administrative indépendante, est chargé, sans préjudice des prérogatives que la loi attribue aux autorités judiciaires ou juridictionnelles, de contrôler les conditions de prise en charge et de transferts des personnes privées de liberté, afin de s'assurer du respect de leurs droits fondamentaux. Il exerce, aux mêmes fins, le contrôle de l'exécution par l'administration des mesures d'éloignement prononcées à l'encontre d'étrangers jusqu'à leur remise aux autorités de l'Etat de destination.

CECILIA RENFORS

[Ombud, Ombudsman parlementaire, Suède](#)

Cecilia Renfors a obtenu sa licence de droit en 1986.

Elle est Ombudsman parlementaire depuis 2013.

Ses domaines de compétence sont: l'autorité policière, le Ministère Public, les autorités douanières, les services de sauvetage, les ambassades, l'Agence de Migration et les cas impliquant des étrangers.

Cecilia Renfors a été Juge d'Appel Principal, Cheffe de Division à la Cour d'Appel de Svea, et directrice d'un pôle gérant, entre autres, les affaires de droit civil et les contestations des décisions d'arbitrage. Elle a également été directrice et cheffe de la Commission Suédoise de l'Audiovisuel, et a géré des négociations internationales au Ministère de la Justice. Par ailleurs, de 1992 à 2003, elle était conseillère juridique / vice-directrice puis secrétaire adjointe à l'unité de droit processuel. De plus, Madame Renfors a mené plusieurs enquêtes gouvernementales.

OLENA PETSUN

[Conseillère auprès du Commissaire aux Droits de l'Homme, Cabinet du Conseil de l'Europe](#)

Olena Petsun a rejoint le Conseil de l'Europe en 2005. Depuis 2011, elle travaille en tant que Conseillère auprès du Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Ses dossiers actuels concernent notamment les

autorités chargées de l'application du droit et les droits de l'Homme.

Elle est diplômée d'un Master of Sciences en Relations Internationales de la London School of Economics.

ELENA ARCE JIMÉNEZ

[Cheffe du département Migration et Egalité de traitement, Defensor del Pueblo, Espagne](#)

Elena Arce Jiménez est Docteure en droit. Elle est Directrice de l'Unité de la Migration et de l'Egalité de Traitement chez l'Ombudsman espagnol.

Elle y travaille depuis 2007. Elle a été coordinatrice de plusieurs rapports: « Enfants ou adultes? : procédures de détermination de l'âge » ; « Traite humaine en Espagne : victimes invisibles ? » ; « Les prisonniers espagnols à l'étranger et le système d'asile espagnol: conditions d'accueil et procédures ».

CHRISTIAN AHLUND

[Membre de la Commission Européenne contre le Racisme et l'Intolérance \(ECRI\)](#)

Christian Ahlund est membre de la Commission Européenne contre le Racisme et l'Intolérance (ECRI) et le Directeur Exécutif d'International Legal Assistance Consortium (ILAC), une organisation-cadre fédérant de multiples associations internationales de juges, de procureurs et d'avocats, qui poursuit l'objectif de raviver les systèmes judiciaires dans les pays sortant d'une période de conflit.

Durant la deuxième moitié des années 90, le champ d'activité principal de

Monsieur Ahlund était les Balkans, en particulier la Bosnie-Herzégovine. En 1997, il fut positionné à Sarajevo en tant que Directeur Général des droits de l'Homme pour la mission en Bosnie-Herzégovine de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), et chargé de surveiller l'application relative aux droits de l'Homme de l'Accord de Dayton. En Décembre 1999, il fut désigné par le Bureau du Haut Représentant de Bosnie-Herzégovine et par l'OSCE pour présider une commission d'experts nationaux et internationaux, avec la mission de rédiger une législation relative à la diffamation et à la liberté d'expression. Les propositions de lois du groupe furent présentées en Mars 2001 puis transposées dans la loi par le Parlement bosniaque. De 2003 à 2006, Christian Ahlund a présidé le Comité des droits de l'Homme du CCBE (Conseil des Barreaux Européens).

En 2004, il a reçu le prix "Etat de droit" de l'Association des Barreaux Internationaux.

Monsieur Ahlund a publié des articles relatifs aux droits de l'Homme et au droit international dans des revues suédoises et internationales.

JACQUES TOUBON

[Défenseur des Droits, France](#)

Jacques Toubon est licencié en droit public, diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon et de l'École nationale d'administration (ENA). Il entame sa carrière au ministère de l'Outre-mer. Il rejoint ensuite le cabinet de Jacques Chirac, qu'il suivra successivement aux ministères des relations avec le Parlement, de

l'Agriculture et de l'Intérieur, ainsi qu'à Matignon. À la faveur de ces fonctions, il prépare notamment la loi de 1975 sur le divorce par requête conjointe et suit la réforme du gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing accordant la majorité à 18 ans.

Élu député de Paris, il dirige la mairie du 13^e arrondissement de 1983 à 2001. Il succède à Jack Lang au ministère de la Culture au sein du gouvernement Balladur en 1993. Il est nommé Ministre de la justice en 1995. Jacques Toubon a par la suite été élu député européen. Il a siégé au Parlement de Bruxelles de 2004 à 2009.

Jacques Toubon a présidé de 2005 à 2014 le conseil d'orientation de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, qu'il avait contribué à créer. Il a également été membre du Haut Conseil à l'Intégration et de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI).

Il a été nommé Défenseur des droits le 18 juillet 2014.

CLAUDINE ANGELI-TROCCAZ

[Adjointe, Vice-Présidente du collège chargé de la déontologie dans le domaine de la sécurité, Défenseur des Droits, France](#)

Après avoir obtenu le concours d'entrée à l'Ecole de formation du Barreau, Claudine Angeli-Troccaz a été admise à l'Ecole nationale de la Magistrature, et a débuté sa carrière en qualité de juge de l'application des peines au tribunal de grande instance d'Evreux.

Après un passage notamment à la direction des services judiciaires du Ministère de la Justice, elle a été nommée à l'Inspection générale des services judiciaires où elle a été chargée de dossiers disciplinaires ou sur le fonctionnement des juridictions.

Affectée en 2009 à la chambre de l'instruction de la Cour d'Appel de Paris en qualité de substitut général, Claudine Angeli-Troccaz était depuis 2012 adjointe de l'avocat général central, plus particulièrement chargée des procédures de terrorisme et des dossiers concernant des officiers de police judiciaire ou des agents de l'Etat ; par ailleurs, elle était responsable du service des officiers de police judiciaire, en charge des procédures d'habilitation et de la discipline pour le ressort de la cour d'appel de Paris.

Claudine Angeli-Troccaz, a été nommée adjointe du Défenseur des droits chargée de la déontologie de la sécurité le 14 novembre 2014.

CARMEN COMAS-MATA

[Membre élue, Sous-comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants \(SPT\) des Nations Unies](#)

Carmen Comas-Mata est membre élue du Sous-comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (SPT) des Nations Unies. Elle est également Directrice des Relations Internationales chez le Defensor del Pueblo, en Espagne.

Elle est diplômée d'une Licence en Droit et d'un Master en Droit Communautaire Européen de l'Université Autonome de Madrid.

FERNAND GONTIER

Directeur Central de la Police aux Frontières, France

Fernand Gontier est diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure de Police (ENSP) de Lyon.

Il a également été auditeur à la session nationale de l'Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure et de la Justice en 2007 et à la session de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale en 2001.

En 2007, il est Sous-Directeur de l'Immigration Irrégulière et des Services territoriaux. Puis, en 2011, il devient Directeur Central Adjoint de la Police aux Frontières et chef de l'état-major de Paris. Par la suite, en 2015, il est nommé Directeur Central Adjoint de la Police aux Frontières. Depuis 2017, il est Directeur Central de la Police aux Frontières.

Il a reçu en 2018 la médaille d'honneur de la police nationale échelon or.

MATHIEU BEYS

Conseiller juridique et politique chez Myria, Centre fédéral migration, Belgique

Mathieu Beys est juriste et historien. Il est actuellement conseiller juridique et politique chez Myria, le Centre fédéral migration, et assistant à la Faculté de droit de l'Université Libre de Bruxelles.

Il travaille depuis plus d'une quinzaine d'années dans des matières liées aux droits fondamentaux des étrangers, d'abord comme avocat au Barreau de Bruxelles, ensuite comme conseiller

juridique dans une ONG membre d'un large réseau international et enfin chez Myria, institution publique belge indépendante, notamment chargée de veiller au respect des droits fondamentaux des étrangers et de stimuler la lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains.

Il a également développé une expertise sur les questions policières, notamment en publiant le manuel « Quels droits face à la police ? » en 2014 et en participant aux travaux du Centre d'études sur la police (CEP, Bruxelles).

MAGDALENA SILSKA

Conseillère auprès du Bureau des Droits Fondamentaux, Frontex, Agence UE

Magdalena Silska travaille actuellement en tant que Conseillère au Bureau des Droits Fondamentaux de l'Agence Frontex. Elle a commencé son travail dans l'agence en tant que conseillère juridique au service des affaires légales, il y a une dizaine d'années.

Avant de rejoindre Frontex, elle a travaillé avec plusieurs institutions européennes et internationales, notamment la Direction Générale pour l'Aide Humanitaire et la Protection Civile de la Commission Européenne (ECHO), le Parlement Européen (en tant que conseillère pour un député européen), l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), l'UNESCO ainsi que plusieurs autorités nationales (Cour et bureau du Procureur).

En tant qu'avocate spécialisée dans les droits fondamentaux et la migration, Madame Silska est engagée depuis plus de quinze ans en tant que coordinatrice et responsable de nombres de projets

internationaux et européens ainsi que de travaux de recherches, y compris des projets du Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits de l'Homme de l'OCDE.

Elle est titulaire d'un doctorat en droit de l'Institut Universitaire Européen de Florence et elle a également été Professeure Invitée à l'Ecole de Droit de l'Université de Columbia, à New York. Sa thèse portait sur les droits fondamentaux et la protection des personnes déplacées.

EURICO SILVA

Inspecteur à l'Inspection Générale de l'Administration Interne (IGAI), Portugal

Eurico Silva est inspecteur à l'Inspection Générale de l'Administration Interne (IGAI) depuis 2010, où il poursuit actuellement une mission de trois ans.

Avant cela, entre 2007 et 2010, il a été conseiller juridique et avocat à l'Autorité Portugaise Nationale de l'Eau.

Par ailleurs, Monsieur Silva a travaillé comme haut fonctionnaire de l'Administration, en tant que consultant en droit technique à l'IGAI de 1999 à 2007 et comme haut fonctionnaire de la mairie de Lisbonne, en tant que consultant en droit technique de 1994 à 1999.

Membre de l'Association du Barreau Portugais depuis 1986, il a demandé à être soustrait de cette affiliation en 2010.

De plus, Eurico Silva a traité des affaires disciplinaires et mené des enquêtes préliminaires concernant des infractions aux réglementations, ainsi qu'effectué des audits, des inspections et des suivis de procédures.

Il a également été nommé membre du groupe de travail sur l'évaluation des services publics au Ministère de l'Intérieur, sous le PRACE (Programme de Restructuration de l'Administration) de 2005 à 2006 ; il a par ailleurs été membre de groupes de travail chargés de rédiger des projets de lois.

Eurico Silva est diplômé d'une Licence de Droit de l'Université de Lisbonne et est titulaire d'un diplôme supérieur en Evaluation et Développement Organisationnel de l'Administration de l'Institut Universitaire de Lisbonne.

IPCAN

INDEPENDENT POLICE COMPLAINTS
• AUTHORITIES' NETWORK •
